Un échec qui doit être surmonté

Le 20 juin 2015, les organisations *Communistes* et *L'Union des Révolutionnaires Communistes de France* (URCF) annonçaient qu'elles devenaient le *Parti Révolutionnaire-Communistes* en entamant un processus d'unification. Moins d'un an après, nous nous voyons contraints, élus au Comité National du nouveau parti sur la proposition de l'URCF, d'annoncer au prolétariat, aux masses populaires de notre pays, au Mouvement Communiste International, l'échec de ce processus et notre retrait du Parti Révolutionnaire-Communistes.

Comment en est-on arrivé là et en si peu de temps ?

C'est en septembre 2014 qu'après avoir, pendant plus de dix ans, refusé d'envisager toute action commune et discussions réelles, que *Communistes* a proposé à l'URCF de s'unifier étant donné « *le large accord sur toutes les grandes questions et par conséquent l'inutilité qu'il y ait deux partis communistes dans le pays, étant évident que l'URCF s'apprêtait à se transformer en Parti* ». Malgré le fait que cela signifiait que *Communistes* s'estimait déjà le parti, c'est avec enthousiasme que nous avons accepté la proposition.

Au cours des discussions qui ont duré du mois de septembre 2014 au mois de juin 2015, tout semblait indiquer qu'il existait une base politique et idéologique commune, et que les différences d'approche étaient secondaires et pourraient être rapidement surmontées.

En effet, les camarades de *Communistes* saluaient l'existence et l'expérience du journal *Intervention Communiste* et annonçaient se réjouir que celui-ci devienne l'organe du Parti. Assistant au IVe Congrès de l'URCF, ils affirmaient que sur les questions internationales, il n'y avait pas de divergences. Concernant l'héritage politique et idéologique de l'URCF, ils déclaraient que les Thèses de l'URCF seraient la base idéologique du nouveau parti ainsi que l'essentiel de ses analyses. Après un débat difficile et approfondi, *Communistes* a accepté de fonder le fonctionnement du nouveau Parti sur le Centralisme Démocratique.

Sur la question des cadres, il était convenu que le Secrétaire national serait de *Communistes* (ce que justifiaient les états d'organisation communiqués), ainsi qu'un des Secrétaires nationaux adjoints, l'autre revenant à l'URCF en la personne de Jean-Luc Sallé, chargé de la presse et des publications. Soulignons que l'URCF n'a jamais, sur la base des chiffres communiqués, demandé la parité au secrétariat composé de 6 *Communistes* et de 3 *URCF.* Par contre, il était convenu que sur toutes les responsabilités particulières existant dans les deux organisations (organisation, éducation, international, trésorerie), il y aurait coresponsabilité, décision entérinée nommément par le Congrès pour la trésorerie et les questions internationales. Tant au Bureau National qu'au CN, l'URCF acceptait d'être représentée minoritairement dans le cadre du processus.

Les premiers mois d'existence du nouveau parti ont constitué une expérience enrichissante pour les camarades de l'ex-URCF : la campagne politique des élections régionales, le meeting du 7 novembre 2015, l'existence de l'hebdomadaire électronique, l'écho favorable de l'unification chez les travailleurs les plus conscients : tout cela a contribué à nous donner une meilleure perception des possibilités qui existent de développer l'influence communiste dans les masses et de renforcer le parti.

Cependant très vite des signes inquiétants sont apparus :

1. **Sur les questions internationales** avec le refus de considérer le Parti comme un détachement du Mouvement Communiste International, et de se situer clairement dans la lutte entre le courant marxiste-léniniste révolutionnaire et l'opportunisme ; refus de continuer les relations fraternelles établies par l'URCF, avec le Parti du Travail de Corée ; refus d'occuper le siège de l'URCF à l'Initiative des Partis Communistes et Ouvriers Européens ; tenus de propos désobligeants vis-à-vis de partis avec lesquels l'URCF non seulement avait des liens de camaraderie et de coopération fraternels, mais qui au demeurant jouent un rôle fondamental dans la bataille pour la reconstruction du Mouvement Communiste International, contre l'opportunisme et le révisionnisme.

2. **À propos d'*Intervention Communiste*,** une fois le Congrès passé, le journal était jugé par les dirigeants de *Communistes* comme entièrement « mauvais », ne reflétant pas la ligne du Parti (?) ; jusqu'à ce que son contenu satisfasse les dirigeants ex-*Communistes*, il était affirmé qu'*IC* ne saurait être l'organe du Parti, et qu'en aucun cas il ne pourrait être demandé aux adhérents du Parti de prendre un abonnement. En réalité, ce qui était reproché au journal (dont il est évident qu'il doit s'améliorer, mais dans l'orientation politique qui a toujours été la sienne), c'est le fait qu'il cherche à être un journal léniniste avec ces trois objectifs : éduquer, informer et organiser. Et en particulier, il

lui est reproché d'utiliser les concepts marxistes, « *car il faut écrire en langue française* » (sic !). Son existence a été ouvertement mise en cause, en tant que journal payant et coûtant de l'argent, qui s'opposerait au « quatre pages » gratuit de *Communistes*. *IC* ne refléterait pas la ligne du parti, contrairement au « quatre pages » dont l'orientation économiste réduit l'intervention du Parti au seul niveau de la lutte syndicale et à appeler à voter pour le Parti lors des élections !

À partir du décès de Jean-Luc Sallé, la situation s'est détériorée. Il y a eu le refus de fait que la fonction de Secrétaire National-adjoint soit occupée par un camarade issu de l'URCF. Tous les secteurs de travail ont été monopolisés par les dirigeants de *Communistes*, dans le but de réduire les camarades issus de l'URCF à des tâches subalternes et de les évincer purement et simplement de tout lien avec l'organisation. On frise le ridicule avec le secteur Éducation, où non seulement les ex-*Communistes* ont refusé notre participation, mais où les camarades retenus peuvent soutenir que la baisse tendancielle du taux de profit, c'est quelque chose dont Marx aurait parlé à la fin de sa vie, mais qui n'a jamais été démontré, et qui n'aurait pas eu de suite, ou, lorsqu'est évoqué le caractère social de la production de plus-value, répondre que « *la plus-value, ce n'est pas social, mais économique et politique* » !

Le fonctionnement du Parti s'est révélé contraire à tout principe. Les camarades de *Communistes* étaient contre le centralisme démocratique, visiblement parce que démocratique... C'est ainsi que le CN comme le BN sont de simples chambres d'enregistrement, où les camarades ne sont pas chargés de tâches. Le Secrétariat du Parti est considéré comme la direction et, quelles que soient les discussions qui ont lieu, n'est communiqué au parti que le rapport préliminaire sans que la discussion soit prise en compte. Et dans la réalité, nous avons pu constater que l'implantation de *Communistes* ne correspondait pas à ce qui nous avait été présenté lors du processus d'unification.

En réalité, les membres dirigeants de l'ex-*Communistes* ont considéré que l'URCF avait été purement et simplement absorbée ! Or les accords stipulaient que s'engageait un processus qui devait durer deux ans et pendant lequel l'unification s'effectuerait sans que l'une ou l'autre organisation n'impose son point de vue de façon unilatérale. Tant dans la rédaction des tracts que dans la rédaction de l'Hebdo-électronique, que dans le « quatre pages », c'est bien l'orientation de *Communistes* qui est imposée sans que l'on nous demande notre avis et en contradiction avec l'orientation communiste adoptée au Congrès d'unification de juin 2015.

Dans ces conditions, les militants issus de l'URCF, élus au CN en juin 2015, décident de reprendre leur indépendance organisationnelle afin de créer un parti révolutionnaire fondant son activité sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien.
Nous appelons à nous rejoindre toutes celles et tous ceux qui, comme nous, sont convaincu-e-s que la période historique reste plus que jamais celle du passage du capitalisme au communisme ; toutes celles et tous ceux qui, comme nous, considèrent que le rôle des révolutionnaires est de constituer l'avant-garde du prolétariat pour que celui-ci réalise sa tâche historique de renversement de la domination politique de la bourgeoisie.

Dans la situation complexe traversée par le mouvement révolutionnaire, et pas seulement en France, nous sommes confrontés à la fois à la nécessité d'assurer les conditions de l'unité des forces communistes et en même temps d'affronter les tendances opportunistes qui en permanence ressurgissent sur notre chemin.

Dès demain, unis derrière notre journal *Intervention Communiste*, nous serons présents dans la bataille contre la loi El Khomri et la politique réactionnaire du grand Capital mise en œuvre par le gouvernement social-démocrate.

Nous surmonterons les difficultés actuelles, en refusant tout sectarisme et repli sur soi !

En avant pour la construction d'un Parti communiste digne de l'histoire de la classe ouvrière de notre pays, uni aux partis frères qui dans le monde luttent pour éradiquer l'opportunisme et le révisionnisme des rangs du Mouvement Communiste International !

Le capitalisme sera vaincu et fera place au socialisme-communisme !

Paris, le 21 mai 2016